

PRÉSIDENCE  
DE LA  
RÉPUBLIQUE

Le 22 février 1994

*Brumet  
Ahr  
Cameroun*

*Le Général  
Chef de l'Etat-Major Particulier*

*(10)*

- N O T E -

-ooOoo-

à l'attention de  
Monsieur le Président de la République

*Siquelé, HR*

O B J E T : Votre entretien avec M. Balladur -  
Questions africaines.

Au cours de l'entretien qu'il aura avec vous avant  
le Conseil des ministres, M. Balladur pourrait évoquer quelques  
dossiers africains d'actualité :

- le conflit frontalier Nigéria-Cameroun,
- les élections togolaises,
- la sécurité des autorités burundaises.

1. - La situation à la frontière du Nigéria et du  
Cameroun dans la presqu'île de Bakassi, n'a pas évolué depuis 48  
heures. Comme il vous en a été rendu compte, le président Biya,  
qui envisage de faire appel au Conseil de sécurité des Nations  
unies, demande le soutien de la France dans le domaine  
diplomatique ainsi qu'une aide militaire logistique (munitions  
et pièces de rechange).

2. - Les élections togolaises se sont déroulées dans un  
climat troublé et ont été marquées par de fréquents actes de  
violence, imputables le plus souvent aux militaires.

Toutefois, la présence des observateurs français a  
permis un déroulement des opérations de vote jugé "acceptable"  
par le Comité de suivi.

Les résultats, encore officieux, donnent la majorité à  
l'opposition qui obtiendrait 43 sièges, contre 38 au parti  
présidentiel.

.../...

Le gouvernement estime qu'une reprise progressive de notre coopération avec le Togo pourrait inciter le président Eyadema à une attitude de conciliation envers M. Agboyibo, vainqueur incontesté des élections.

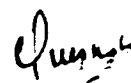
En tout état de cause, nos observateurs militaires devraient rester sur place jusqu'à la désignation du nouveau Premier ministre.

3. - Au Burundi, la situation reste précaire malgré la formation d'un gouvernement d'union, largement ouvert à l'opposition tutsi.

L'armée reste hostile au déploiement de la force de l'O.U.A. qui pourrait se réduire à la mise en place de 6 officiers "conseillers".

Dans ces conditions, la sécurité du gouvernement continue de reposer sur les 15 coopérants militaires français mis en place en septembre dernier, après l'assassinat du président N'dadaye.

Pour ne pas compromettre les chances du nouveau gouvernement sans pour autant pérenniser la présence de nos assistants, il est proposé de prolonger leur mission jusqu'à l'été, en en réduisant le nombre.



Général QUESNOT